



Belle image d'une partie de la manifestation du 5 décembre 2019 à Bordeaux

Les fédérations de l'EN appelant à faire du mardi 10 décembre une journée forte de grève et mobilisations et à se réunir en AG.



Nos organisations, réunies en intersyndicale, se félicitent de l'ampleur des mobilisations par la grève lancée ce 5 décembre et par la participation massive aux manifestations organisées partout dans le pays.

Dans l'Éducation nationale en particulier, les personnels ont démontré par leur participation massive à la grève, 75% dans le second degré et 70% dans le premier degré, leur refus du projet de retraite universelle par points qui leur ferait perdre plusieurs centaines d'euros de pension quoi qu'en dise le ministre.

D'ores et déjà, des services, établissements et écoles reconduisent la grève ce 6 décembre, avec le soutien de nos organisations.

Le gouvernement doit retirer son projet et ouvrir de réelles négociations pour améliorer le système actuel de retraite et revaloriser les salaires des personnels.

Les organisations dénoncent toutes les formes de pressions et de répressions touchant les élèves et les personnels.

Nos organisations appellent l'ensemble des personnels à poursuivre les Assemblées générales et à élargir encore la mobilisation par la grève et la reconduction de celle-ci là où les salariés le décident dès ce vendredi, ce week-end et lundi.

Dans ce cadre nous appelons à faire du mardi 10 décembre une journée massive de grève et de manifestations interprofessionnelles.

À la suite de la réunion intersyndicale interprofessionnelle prévue le 10 décembre au soir nos organisations syndicales se revoient le 11 décembre pour les suites rapides à donner au mouvement.

Paris, le 06 décembre 2019

Le 10 décembre : je suis en grève et toi ? On vous propose de mettre ce slogan sur votre casier en salle des profs. L'objectif est de faire du 5 décembre une journée forte de mobilisation. [L'affichette](#) à dupliquer pour les collègues qui souhaitent eux aussi l'apposer sur leur casier.

5 décembre : mobilisation inédite !

Aujourd'hui, la mobilisation est massive dans tous les secteurs du privé comme du public. La Fonction publique a particulièrement répondu présente à ce rendez-vous social que ce soit par la grève comme dans les manifestations.

Pour les agent-es de la Fonction publique, comme pour toutes et tous les salarié-es, il n'est pas acceptable d'envisager un projet prévoyant une baisse du niveau des pensions. Auquel s'ajoutent un blocage des salaires et des dégradations du statut et des conditions de travail !

Face à une telle contestation du projet de réforme des retraites, le gouvernement doit y renoncer et ouvrir sans délai des discussions avec les organisations syndicales.

En effet, si la FSU s'oppose à cette réforme, elle exige que soit amélioré le niveau des pensions et que soit mis en place des droits permettant à chacun-e de vivre dignement à la retraite.

La FSU a fait part pour cela, depuis longtemps, de ses propositions.

Cette journée historique ne restera pas sans lendemain si le gouvernement ne renonce pas à ce projet : la FSU va écouter avec la plus grande attention les décisions prises par les assemblées générales et les multiples réunions organisées ce jour afin de décider des suites à donner à ce 5 décembre lors de la réunion Interprofessionnelle de demain matin.

Les Lilas, 5 décembre 2019.

L'enseignement professionnel fortement mobilisé pour obtenir le retrait de la réforme des retraites

Le SNUEP-FSU se félicite de la très forte mobilisation des personnels de la voie professionnelle à l'occasion de la journée interprofessionnelle de grève du 05 décembre contre la réforme des retraites. Ensemble, à plus de ...% en grève, ils ont manifesté leur profond désaccord avec le gouvernement et contre cette réforme injuste.

Les professeur-es de lycée professionnel disent ASSEZ !

Déjà, et comme le prouvent les conclusions du CHSCT ministériel, l'actuelle réforme de la voie professionnelle aura de graves conséquences sur la santé physique, mentale et sociale des personnels. Les rémunérations des PLP n'évoluent pas, quand leur pouvoir d'achat baisse année après année. Et le système par points proposé par le gouvernement engendrera inexorablement une baisse drastique du montant de leurs pensions.

Or, la seule réponse du Président de la République, relayée par le ministre de l'Éducation nationale, consiste à proposer d'allonger la durée de carrière. Déjà, le Président et le ministre contribuent, de fait, à rendre de plus en plus les carrières des PLP. Et les seules pistes envisagées pour augmenter les salaires sont conditionnées à des missions supplémentaires et une diminution des congés ! Pour le SNUEP-FSU, c'est inacceptable !

C'est pourquoi, tant que cette réforme des retraites ne sera pas retirée, le SNUEP-FSU appelle les personnels à donner des suites rapides à cette journée du 5 décembre, à poursuivre et amplifier les mobilisations sur tous les territoires dans le cadre interprofessionnel.

Paris le 5 décembre 2019.

Mardi 10 décembre une journée massive de grève et de manifestations

Après le 5 décembre, déterminé-es pour gagner !



Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, MNL, UNL et UNEF se félicitent de l'ampleur des mobilisations par la grève lancée ce 5 décembre et par la participation massive aux manifestations organisées partout dans le pays.

D'ores et déjà de nombreuses reconductions de la grève sont lancées et d'autres sont prévues dès ce vendredi, dans le privé et dans le public.

Nos organisations syndicales appellent en conséquence le gouvernement à entendre le message envoyé par les salarié-es et la jeunesse et à prendre ses responsabilités en ouvrant de réelles négociations sans préalable avec toutes les organisations syndicales.

Elles revendiquent le renforcement et l'amélioration du système actuel de retraite solidaire et intergénérationnel.

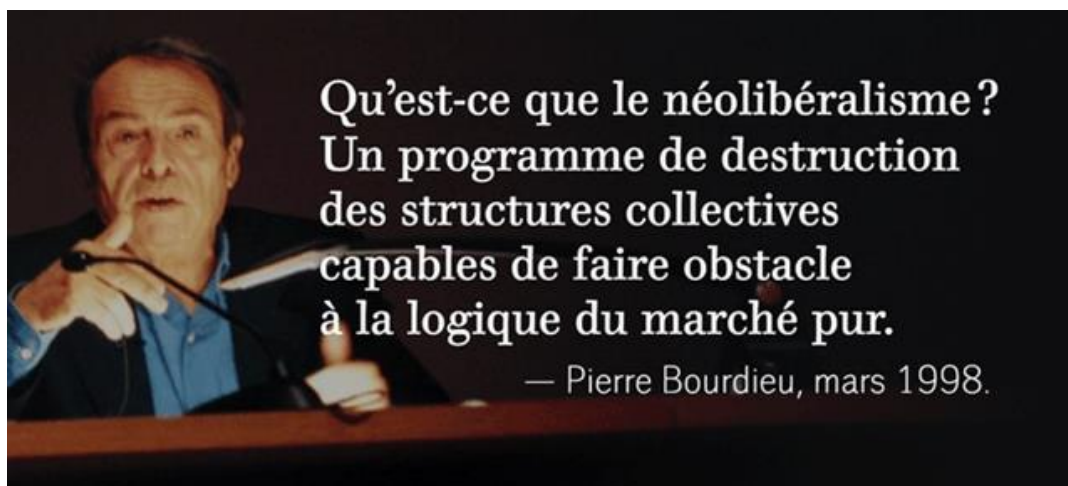
Elles réaffirment leur refus d'un système par points dit universel qui immanquablement conduirait à une baisse des pensions et à devoir reculer encore l'âge de départ. C'est par l'amélioration de l'emploi, par la fin du chômage massif et de la précarité tout au long de la vie, par l'augmentation des salaires et l'égalité entre les femmes et les hommes, que la pérennité des retraites sera garantie.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, MNL, UNL et UNEF appellent à renforcer et élargir encore la mobilisation par la grève et la reconduction de celle-ci là où les salarié-es le décident dès ce vendredi, ce week-end et lundi. Dans ce cadre, elles donnent rendez-vous le mardi 10 décembre pour une journée massive de grève et de manifestations interprofessionnelles et intergénérationnelles. Les Organisations Syndicales se revoient le 10 décembre au soir pour les suites rapides à donner au mouvement.

A Paris, le 6 décembre 2019

"Le gouvernement ne prend pas la mesure de la mobilisation. Il dit que les Français n'ont pas compris la réforme et qu'il lui faut faire de la pédagogie. Mais aujourd'hui, on peut dire que nous avons compris et nous ne voulons pas de ce projet de réforme"

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU.





LE SYNDICAT
DE L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
PUBLIC

MAL PAYÉ-E
MÉPRISÉ-E
PRÉCARISÉ-E
ASSEZ !



NOS SALAIRES : UNE URGENCE SOCIALE !

ASSEZ D'ÊTRE SOUS-PAYÉ-ES !

Selon l'OCDE, de 2000 à 2010 nos salaires ont diminué quand ceux des enseignant·es des autres pays de l'OCDE avaient une croissance sensible. En 2013, après un recul découlant de la crise mondiale, ces salaires sont repartis à la hausse mais pas en France.

En début de carrière, les enseignants français gagnent en moyenne 7 % de moins que leurs collègues des pays de l'OCDE. Si cet écart tombe à 2 % en fin de carrière, il grimpe jusqu'à 22 % après 15 ans d'ancienneté.

Dans les pays de la zone euro, la France se classe 11^e sur 13, avec des salaires inférieurs de 28 % à la moyenne. C'est en milieu de carrière que l'inégalité salariale est la plus criante.

Depuis le début des années 90, le salaire net des PLP a diminué de près de 15 %. Le sujet est donc plus large que les seules questions soulevées par la réforme des retraites.

MÊMES QUALIFICATIONS = MÊMES SALAIRES !

Nos qualifications et notre travail sont déconsidérés. Selon l'INSEE, nos salaires sont inférieurs à ceux des autres cadres de 25 %. Depuis 2008, le point d'indice net majoré n'a augmenté que de 2,76 % alors que l'indice des prix à la consommation a progressé de 13 %. Un PLP au 8^e échelon devrait percevoir 200 € de plus sur son salaire net (hors indemnités et heures supplémentaires), ne serait-ce que pour compenser cette augmentation.

Dans le second degré, les femmes ont en moyenne un salaire brut inférieur de 4 % à celui des hommes. Mais l'écart moyen de salaire net tombe à 7 %, les femmes réalisant moins d'heures supplémentaires (-27 %) et percevant moins d'indemnités pour mission particulière (IMP) (-25 % en moyenne). Il est urgent de réaliser l'égalité effective femmes / hommes dans les salaires comme à la retraite.

NOS MÉTIERS ET NOS CARRIÈRES À REVALORISER : C'EST URGENT !

La baisse de nos salaires a entraîné une dévalorisation de nos métiers et un déclassement de notre profession. Alors qu'un enseignant débutant touchait l'équivalent de 2 SMIC au milieu des années 80, son salaire correspond aujourd'hui à l'équivalent de 1,2 SMIC soit environ 1450 €, hors ISOE, précompte MGEN et zone géographique.

Cela signifie qu'ils et elles sont éligibles à la prime d'activité, prestation CAF destinée à compenser les revenus les plus faibles ! Souvent en poste en Île-de-France où le coût de la vie est plus élevé, où les loyers atteignent des montants exorbitants, la revalorisation importante des débuts de carrière relève d'une absolue nécessité. Cette revalorisation doit s'accompagner d'un reclassement plus favorable des collègues en seconde carrière ou ex contractuels ainsi que d'une progression plus rapide.

